



**Forum des donateurs : Rapport sur le
développement/financement des projets
18 septembre 2018**

Dans l'Accord international de 2007 sur le Café, les Membres reconnaissent l'importance exceptionnelle du café pour les économies de nombreux pays qui dépendent largement de ce produit de base pour leurs recettes d'exportation et pour les moyens de subsistance de millions d'agriculteurs familiaux.

Les pays Membres de l'Organisation internationale du Café (OIC) et toutes les parties prenantes du café sont confrontés à de nombreux défis qui affectent leurs moyens d'existence, la durabilité et les entreprises, à savoir la volatilité des prix, le coût des intrants, l'accès au marché, aux connaissances et aux finances, les disparités de genre, le vieillissement de la main d'œuvre et des plantations, la productivité, la qualité, le respect des normes ainsi que le changement climatique. Pour relever ces défis, les Membres sollicitent de plus en plus l'appui de l'OIC pour identifier, élaborer, financer, suivre et évaluer des projets de coopération technique et d'investissement. L'accent est mis sur les possibilités de promouvoir les partenariats public-privé (PPP). C'est dans ce contexte que l'OIC a aligné ses activités sur le Programme et les objectifs de développement durable pour 2030 et s'est récemment engagée dans une coopération renforcée avec les gouvernements, les acteurs et initiatives clés du secteur privé, ainsi que les organisations financières, techniques et de recherche bilatérales, régionales et multilatérales. En outre, un Fonds d'affectation spéciale pour les projets sur la durabilité du café a été créé par le Conseil international du Café. L'objectif de ce fonds est de relever les défis du secteur du café, et des petits exploitants en particulier, en sensibilisant les donateurs potentiels et en mobilisant des ressources financières, technologiques et humaines suffisantes pour améliorer la durabilité sociale, économique et environnementale du secteur.

L'OIC offre une plate-forme de convergence pour toutes les initiatives visant à promouvoir le développement de l'économie caféière mondiale, en particulier les projets visant à

promouvoir une économie caféière durable ayant un impact positif sur le développement durable. Le Plan d'action quinquennal de l'Organisation définit l'une des mesures prioritaires dans son but stratégique III "**Faciliter l'élaboration de projets et de programmes de promotion par le biais de partenariats public-privé**". Pour atteindre ce but stratégique, l'Organisation joue un rôle de catalyseur, de facilitateur et d'intermédiaire impartial pour aider les Membres à identifier, élaborer, collecter des fonds et assurer le suivi des projets et en établissant des liens entre les acteurs publics et privés du café et les organisations, institutions, donateurs et secteur privé internationaux.

Dans ce contexte et conformément à son Programme des activités pour l'année caféière 2017/18, l'OIC a organisé le 18 septembre 2018 un Forum des donateurs sur le développement/financement des projets, parrainé par l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI).

Le Forum des donateurs s'est tenu dans le cadre du Comité des projets de l'OIC, qui a pour mandat d'examiner toutes les questions relatives à la soumission, à l'évaluation, à l'approbation, au classement et au financement des projets, y compris les propositions d'activités de coopération, ainsi qu'à leur exécution, leur suivi et leur évaluation, en prévoyant une large diffusion des résultats et la soumission des recommandations au Conseil international du Café. Une attention particulière a été accordée à la réduction de l'écart de genre, thème de l'OIC pour l'année caféière 2017/18, ainsi qu'à l'impact du changement climatique et au niveau des prix.

L'objectif du Forum était d'aider les Membres à identifier les organisations soutenant les projets de développement du secteur du café, et à définir les priorités d'apprentissage et les mécanismes d'accès au financement. En sa qualité de Président du Comité des projets, **l'Ambassadeur du Honduras, M. Iván Romero-Martínez**, a présidé le Forum. Après les observations liminaires du Président et du Directeur exécutif, les représentants de cinq organismes bilatéraux/multilatéraux et d'une institution régionale de financement du commerce ont fait des exposés :

- ❖ **M. Simon Padilla**, Mécanisme pour l'élaboration des normes et le développement du commerce (MENDC), Organisation mondiale du commerce (OMC) ;
- ❖ **M. Leonard Mizzi**, Directeur par intérim, Direction générale de la coopération internationale et du développement (DG DEVCO), Commission européenne ;
- ❖ **M. Pascal Martinez**, Spécialiste principal du changement climatique - Unité des programmes, Fonds pour l'environnement mondial (FEM) ;
- ❖ **M. Steven Jonkheere**, Spécialiste technique principal - Genre et inclusion sociale, Fonds international de développement agricole (FIDA) ;

- ❖ **M. Stefano Pisotti**, Chef adjoint, Unité de la stratégie, des processus mondiaux et des organisations internationales, Ministère italien des affaires étrangères et de la coopération internationale ;
- ❖ **M. Abah Ofon**, Directeur, Recherche et coopération internationale, banque africaine d'import-export (AFREXIMBANK).

Les Membres et les observateurs ont participé activement à cet événement.

Le Président a tout d'abord remercié les orateurs et souligné que le secteur du café est confronté à de nombreux défis, en particulier la crise actuelle de faiblesse des prix qui exige des mesures et un financement immédiats pour atténuer les souffrances des petits exploitants qui tombent sous le seuil de pauvreté et qui touche particulièrement les plus vulnérables, les femmes et les jeunes. M. Romero-Martínez a souligné que des solutions à long terme et une aide au développement étaient nécessaires pour que le secteur du café améliore son efficacité, ses pratiques agricoles, la qualité de son produit, sa sécurité, l'accès au marché et au financement, et surtout pour combattre la pauvreté. Le Président a noté que cette réunion était une nouvelle initiative prise par l'OIC pour donner aux Membres l'occasion d'interagir avec les donateurs et autres partenaires de développement.

Le Directeur exécutif, M. José Sette, a prononcé une allocution de bienvenue et a mentionné la nécessité d'un meilleur accès au financement des projets de mise en valeur du café comme l'une des principales priorités exprimées par les Membres lors de son premier contact avec eux après son entrée en fonctions en mai 2017. Dans le passé, l'OIC a joué un rôle clé en permettant le financement de 37 projets d'une valeur de plus de 100 millions de dollars, principalement par le Fonds commun pour les produits de base (FCPB). Le FCPB ayant modifié sa politique, l'accès à son financement est devenu moins attrayant pour les Membres de l'OIC. Tout en poursuivant sa coopération avec le FCPB, l'OIC explore activement de nouvelles possibilités d'aider les Membres à élaborer et développer des projets et à accéder à des sources de financement. Le Directeur exécutif a en outre souligné que la mobilisation des fonds résulte d'un effort conjoint entre les bénéficiaires et l'OIC et que les propositions de projets doivent être élaborées sur la base d'une connaissance approfondie des priorités et des modalités de chaque organisme international, régional ou bilatéral de financement. Le Forum des donateurs permet aux Membres d'envisager un large éventail de partenaires de développement potentiels. Il a conclu son allocution en soulignant la nécessité de mettre en place un secteur du café durable, qui contribuera à l'élimination de la pauvreté, en particulier dans les zones rurales où les femmes et les jeunes sont les plus touchés, tout en traitant également des questions telles que la volatilité des prix, le changement climatique et la disponibilité à long terme de l'offre de café.

Mécanisme pour l'élaboration des normes et le développement du commerce (MENDC)

Mr Simon Padilla a présenté un aperçu de l'aide au développement reçue par les pays producteurs de café en s'appuyant sur la base de données de l'Aide pour le commerce (AFT) - Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)/OMC, et a fait un exposé sur les activités du MENDC.

Soutien à l'industrie du café

Les rapports de la base de données indiquent que 500 projets impliquant le secteur du café ont bénéficié à 60 pays en développement entre 2006 et 2016, ce qui représente des décaissements totaux de 410 millions de dollars, soit 0,14 % du total de l'Aide pour le commerce (300 milliards de dollars). Les principaux pays bénéficiaires des décaissements de l'Aide pour le commerce en faveur de l'industrie du café ont été l'Éthiopie (75,5 millions de dollars), l'Ouganda (72,5 millions), le Burundi (54,7 millions), le Pérou (21,1 millions), la Colombie (20,1 millions), le Timor-Leste (19,8 millions), le Liberia (17,2 millions), le Guatemala (17 millions), la Tanzanie (16,3 millions) et le Honduras (11,1 millions). Les principaux donateurs de l'Aide pour le commerce sont les États-Unis d'Amérique (182,9 millions de dollars), le Groupe de la Banque mondiale (54,8 millions), les institutions européennes (41,1 millions), l'Allemagne (31 millions), le Canada (28,7 millions), la Norvège (16,2 millions), la Banque interaméricaine de développement (9,8 millions), la Nouvelle-Zélande (8,1 millions), l'Italie (6,1 millions) et les Pays-Bas (5,7 millions).

Activités du MENDC

Le deuxième domaine couvert par M. Padilla a été l'appui du MENDC à la mise en œuvre des normes internationales visant à faciliter la sécurité des échanges commerciaux, à un mécanisme de financement créé par cinq organisations internationales dans l'objectif de renforcer la capacité des pays en développement à satisfaire aux exigences sanitaires et phytosanitaires (SPS) et à améliorer leur accès au marché international. Les cinq organisations internationales sont la FAO, le Groupe de la Banque mondiale, l'Organisation mondiale de la santé, l'Organisation mondiale de la santé animale et l'Organisation mondiale du commerce. Le secteur du café peut également bénéficier de ce soutien. Le MENDC assure la coordination mondiale et mobilise des fonds pour des projets SPS novateurs et transversaux et des mécanismes de financement de projets. Deux types de financement sont disponibles, le premier étant des subventions pour la préparation de projets, d'un montant maximum de 50 000 dollars. Ce soutien financier sert à développer des projets dans la mesure où les bailleurs de fonds ont des exigences différentes. Le deuxième type d'appui aux projets consiste à préparer les pays en développement à répondre aux exigences internationales et à améliorer l'accès au marché. À titre d'illustration, un projet de renforcement du commerce pour les

caféiculteurs de Papouasie-Nouvelle-Guinée a été présenté. Ce projet couvre des domaines tels que la salubrité alimentaire et un système de gestion de la qualité pour la production et la transformation, des protocoles nationaux pour la production et la transformation du café, la formation des petits caféiculteurs, et des programmes de formation de baristas afin de promouvoir la consommation intérieure et le tourisme. Les demandes de financement par le MENDC peuvent être présentées par des entités des secteurs public et privé et des organisations non gouvernementales (ONG). On trouvera de plus amples informations sur le site Web du Secrétariat du MENDC à l'adresse suivante www.standardsfacility.org.

Financement du développement par l'Union européenne

M. Leonard Mizzi a indiqué que l'Union européenne a une longue et vaste expérience en matière de soutien à la chaîne de valeur du café. L'Union européenne appuie actuellement 17 pays en développement d'Afrique et d'Amérique latine (Cameroun, Éthiopie, Kenya, Sierra Leone, Honduras, etc.), qui font partie de cette chaîne de valeur. Pour la période 2014-2020, l'Union européenne met à disposition environ 9 milliards d'euros pour tous les projets de développement rural agricole et de nutrition, et 60 pays ont déjà été sélectionnés pour un soutien agricole. Le prêt se fait selon une approche de chaîne de valeur en tenant compte de toutes les activités, de la production à la commercialisation. L'analyse du cycle complet fait ressortir les faiblesses de la chaîne de valeur et permet d'identifier les secteurs où des investissements sont nécessaires. Certains investissements sont publics mais les investissements mixtes sont la base du succès. Dans cette perspective, l'Union européenne travaille avec les gouvernements, et la principale forme d'aide est fournie sous forme d'appui budgétaire. Le gouvernement bénéficiaire indique lui-même quel secteur ou sous-secteur a besoin d'un soutien budgétaire. Cette approche est perçue comme favorisant une plus grande appropriation et un plus grand engagement de la part du gouvernement en alignant les exigences sur les priorités du gouvernement. Les délégués peuvent contacter leur ministère compétent pour définir les priorités du pays et demander l'inclusion du café en tant que priorité dans le cadre du soutien de l'Union européenne.

Appui au secteur privé

Le secteur privé est considéré comme un élément clé de la chaîne de valeur. Son implication limitée dans la chaîne de valeur agricole pour atteindre les objectifs de développement peut s'expliquer par un certain nombre de raisons, notamment une expérience limitée, des contraintes de capacité, les risques liés au climat. La mobilisation des investissements du secteur privé est l'une des pierres angulaires de l'Union européenne. Lorsque l'Union européenne apporte son soutien au secteur privé, elle est guidée par plusieurs critères :

- i) Additionnalité : c'est-à-dire que le soutien de l'Union européenne n'entre pas en concurrence avec les activités existantes du secteur privé ;
- ii) Impact mesurable sur le développement ;
- iii) Investissement avec une approche inclusive, comme l'équité, l'impartialité et le respect de l'environnement.

Certains des exemples mentionnés étaient liés à un cofinancement par l'Union européenne du MENDC et des programmes avec la FAO et le FIDA, entre autres.

Nouveaux instruments de financement

De nouveaux instruments de financement ont été mis au point par l'Union européenne sur la base du principe de l'investissement mixte. Par exemple, le Plan d'investissement externe (PIE), qui renforce les activités existantes en matière d'investissement mixte, a été lancé récemment. En collaboration avec des banques de développement partenaires clés, l'Union européenne offre un nouveau fonds de garantie de 1,5 milliard d'euros pour mobiliser des financements privés et publics en Afrique et dans d'autres pays jusqu'en 2020. Après 2020, un instrument de garantie des risques de 60 milliards d'euros sera alloué pour accès par intermédiaire de leurs institutions financières (AFD, KfW, FMO et CDP/Italie).

Autres initiatives

M. Mizzi a également évoqué d'autres initiatives existantes d'un montant d'environ 130 millions d'euros, à savoir :

- i) Agro-facilité par l'intermédiaire de la Netherlands Development Finance Company (FMO) pour 40 millions d'euros ;
- ii) La contribution allemande de la KfW au Fonds africain d'investissement et de commerce agricole de 30 millions d'euros ;
- iii) Le Fonds de coopération espagnole pour les microcrédits de 20 millions d'euros ;
- iv) Le Fonds de capital agro-industriel (ABC) du FIDA de 45 millions d'euros se concentrant sur les principales faiblesses des chaînes de valeur agro-industrielles.

Appui au cadre politique

L'Union européenne appuie également un cadre politique visant à créer un environnement favorable. Une gouvernance solide garantira l'accord d'un statut hautement prioritaire au cadre réglementaire. Par exemple, le Programme détaillé pour le développement de l'agriculture en Afrique (PDDAA) est l'un des domaines dans lesquels l'Union européenne

renforce le dialogue afin de créer un environnement favorable aux investissements du secteur privé. Une autre activité consiste à surveiller les fusions dans le secteur privé, car les donateurs veulent connaître les raisons de certaines des fusions qui ont lieu entre entreprises. Par exemple, l'accord entre Coca-Cola et Costa Café peut être considéré comme un élément dynamique dans la chaîne de valeur du café, au même titre que la demande des consommateurs ou l'innovation dans les nouvelles chaînes d'approvisionnement.

M. Mizzi a conclu en déclarant que les programmes soutenus par l'Union européenne sont menés en collaboration avec les gouvernements locaux et que le premier point de contact est la délégation du pays de l'Union européenne. Il a invité tous les Membres à prendre contact avec les délégations de leurs pays respectifs. L'Union européenne continue de mettre l'accent sur la création d'emplois, la croissance et la durabilité afin de respecter l'agenda des objectifs de développement durable.

Fonds pour l'environnement mondial (FEM) : le FEM-7 et le café - Programme à impact sur l'alimentation, l'utilisation et la restauration des terres

M. Pascal Martinez a présenté les objectifs et les mécanismes de financement du FEM ainsi que le nouveau cycle de financement du FEM-7, qui a débuté en juillet 2018 et s'achèvera fin 2022. Le FEM est l'un des mécanismes financiers internationaux mis en place pour mobiliser des fonds auprès des secteurs public et privé afin d'atténuer les effets du changement climatique et de réduire l'impact environnemental. Le café a été ajouté à la liste des produits pouvant bénéficier d'un financement dans le cadre du cycle de financement du FEM-7 d'un montant de 4,1 milliards de dollars. De nouveaux appels à propositions seront lancés à compter de la mi-octobre 2018. Il a exprimé sa grande satisfaction et félicité l'OIC qui, en coopération avec Sustainable Coffee Challenge, a récemment publié un Guide pour accéder aux fonds verts et aux fonds de lutte contre le changement climatique pour le secteur du café (**document ICC-122-9**). De plus amples informations sur le financement du FEM sont disponibles sur le site Web du FEM à l'adresse www.theGEF.org. M. Martinez a conclu son exposé en invitant les Membres à mobiliser leurs points focaux respectifs auprès du FEM pour faire du secteur du café leur priorité dans le cycle du FEM-7.

Institutions financières de développement : comment soutenir le secteur du café

Fonds international de développement agricole (FIDA)

M. Steven Jonkheere a informé les participants des travaux du FIDA et a présenté, à titre d'étude de cas, son expérience en Ouganda. En tant qu'agence de développement, le FIDA soutient une transformation rurale inclusive et durable pour contribuer à la réalisation des objectifs du développement durable. Plus précisément, le FIDA a trois objectifs stratégiques :

- Accroître les capacités de production des populations rurales pauvres ;
- Accroître et améliorer leur participation aux marchés, tout en leur permettant de mieux gérer les risques associés ;
- Renforcer la durabilité environnementale et la résilience au changement climatique de leurs activités économiques.

Dans le cadre de ses méthodologies familiales expérimentées en Ouganda, le FIDA vise à exploiter le potentiel de changement de la famille. Le programme améliore les relations entre les sexes au sein des ménages, accroît l'engagement avec les ménages pauvres et donne aux ménages les moyens de réaliser leur potentiel de développement en créant des systèmes de petites exploitations agricoles et autres systèmes de subsistance ruraux plus forts, plus résistants et durables. Le modèle pourrait être appliqué au secteur du café. Il a également fait référence à des projets dans d'autres pays africains.

Financement bilatéral et PPP, succès de la coopération italienne pour le café en Éthiopie

M. Stefano Pisotti a présenté les principaux objectifs et la stratégie de la coopération italienne au développement et a souligné en particulier le succès du partenariat public-privé (PPP) établi dans le secteur du café en Éthiopie. Le Ministère des affaires étrangères et de la coopération internationale est responsable de l'aide publique au développement de l'Italie. M. Pisotti a souligné que la coopération au développement fait partie intégrante de la politique étrangère italienne et contribue de manière substantielle à la réalisation des 17 objectifs de développement durable de l'Agenda 2030 des Nations Unies. La promotion des PPP est un principe clé de la coopération italienne. La Coopération internationale italienne fournit des ressources au niveau bilatéral et aussi par le biais du système multilatéral, qui comprend le système des Nations Unies (FAO, FIDA, ONUDI, Programme alimentaire mondial), les institutions de financement du développement et les ONG, afin d'appuyer des projets dans les pays en développement. Chaque projet doit être aligné sur la stratégie de développement du pays, comme c'est le cas en Éthiopie, où une nouvelle autorité du café a bénéficié d'un soutien, ainsi qu'un certain nombre de coopératives et de caféiculteurs. Ce projet de 4 millions d'euros est mis en œuvre par l'ONUDI en partenariat avec illycaffè. L'Université du café d'Illy offre également une formation à la production et à la transformation du café pour améliorer les compétences en matière de gestion et favoriser l'accès au marché. La Coopération internationale italienne est désireuse de travailler avec d'autres pays en développement, y compris ceux d'Amérique centrale, pour développer leurs secteurs respectifs du café.

Les possibilités de financement de projets dans le secteur du café, une introduction à AFRICOIN

M. Abah Ofon a présenté les possibilités de financement de projets dans le secteur du café en Afrique et a décrit le nouvel instrument de financement des matières premières d'Afreximbank visant à promouvoir le commerce et la création de valeur ajoutée en Afrique. L'Afreximbank a été créée en 1990 sous les auspices de la Banque africaine de développement, en tant qu'institution financière panafricaine visant à accélérer la croissance du commerce en Afrique. Elle accorde des prêts et des subventions pour promouvoir le commerce intra-africain. M. Ofon a commencé par donner trois chiffres frappants de l'industrie du café, à savoir : les 7,15 milliards de dollars que Nestlé a accepté de verser à Starbucks en mai 2018 pour acquérir le droit de vendre les produits Starbucks chez les détaillants ; les 5,1 milliards payés par Coca-Cola pour acheter la chaîne Costa en septembre 2018 ; et 1,75 billion de dollars, valeur mondiale estimée des produits du café, incluant les boissons à base de café frais, instantané et conditionné. Ces chiffres soulignent la nécessité de mettre en place des chaînes d'approvisionnement durables en Afrique en promouvant la capacité entrepreneuriale et les investissements dans la chaîne de valeur du café. La Banque met actuellement en place l'Initiative cacao africain (AFRICOIN) visant à soutenir l'industrie de la filière cacao. La Banque développe actuellement son partenariat avec l'Organisation interafricaine du Café pour faire bénéficier la filière café de l'expérience de l'industrie cacaoyère. La participation de la Banque couvre trois domaines, à savoir le crédit (négoce et financement de projets), la prise de risques (garanties et assurance-crédit) et les services d'information et de conseil commerciaux. L'initiative soutient des activités clés de la chaîne de valeur, à savoir :

- ❖ Expansion des plantations et amélioration de la productivité ;
- ❖ Importations et/ou production nationale d'intrants agricoles de base ;
- ❖ Expansion ou remise à neuf des installations de torréfaction et de traitement existantes ;
- ❖ Mise en place de nouvelles unités de traitement ;
- ❖ Promotion de la consommation en Afrique, au Moyen-Orient et en Asie.

Il convient de noter que les gouvernements, les organismes publics et le secteur privé en Afrique peuvent demander une assistance au titre de ce programme.

Les débats qui ont suivi les présentations ont été limités en raison de contraintes de temps. Toutefois, la principale question était de savoir comment accéder au mieux au financement des donateurs. Le Président a remercié les orateurs et les participants pour ce forum instructif où ils ont pris connaissance des initiatives réussies des donateurs et de la communauté

internationale visant à lutter contre la pauvreté et à apporter la prospérité au secteur du café. Le Président a invité les Membres à continuer de dialoguer avec les donateurs et les institutions de développement sur une base individuelle pour obtenir plus de détails.

Conclusion

Le Président a invité tous les participants au premier Forum des donateurs à prendre contact avec les orateurs pour poursuivre les discussions sur les questions qui les intéressent particulièrement. M. Romero-Martínez a donné des informations sur le Salon du partenariat qui devait se tenir le 19 septembre, où les participants recevront des informations sur les autres donateurs et organisations internationales et les nouvelles initiatives du Secrétariat pour le développement de projets et la mobilisation de fonds.

Compte tenu de la demande d'assistance complémentaire des Membres, le Secrétariat a indiqué qu'un guide indiquant toutes les organisations internationales, régionales et bilatérales, les fondations et les ONG soutenant le secteur du café, serait préparé dans les prochains mois.

Le Président a remercié l'OIC pour cette approche novatrice qui donne aux Membres des occasions concrètes d'en apprendre davantage sur les partenariats possibles, l'élaboration et le financement des projets.